

Brochure n° 3218

**Convention collective nationale**

IDCC : 1261. – **CENTRES SOCIAUX  
ET SOCIOCULTURELS**

**(8<sup>e</sup> édition. – Novembre 2004)**

---

**PROTOCOLE D'ACCORD DU 14 JANVIER 2005**  
**PORTANT CRÉATION D'UN AVENANT MODIFIANT LA CONVENTION**

NOR : *ASET0550226M*

IDCC : *1261*

---

**TITRE I<sup>er</sup>**

**DURÉE DU PROTOCOLE**

Le présent protocole s'applique jusqu'au 31 décembre 2009.

**TITRE II**

**RÉVISION DU PROTOCOLE**

Le présent protocole est révisable au gré des parties.

Toute demande de révision par l'une ou l'autre des parties signataires est obligatoirement accompagnée d'une rédaction nouvelle concernant le ou les articles soumis à révision et est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou contre décharge à chacune des parties signataires.

En application des dispositions légales (art. L. 132-7 du code du travail) des négociations devront être engagées au plus tard dans le délai de 3 mois à compter de la réception de cette lettre, délai pendant lequel le texte soumis à révision reste en vigueur jusqu'à conclusion éventuelle d'un avenant s'y substituant.

Les dispositions révisées donneront lieu à des avenants qui seront soumis à extension.

### TITRE III

#### DÉNONCIATION

Conformément aux dispositions légales (art. L. 132-8 du code du travail), chacune des parties se réserve le droit de dénoncer le protocole par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chacune des autres parties, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Dans ce cas, le présent protocole restera en vigueur jusqu'à la date de mise en application de nouvelles dispositions et dans la limite de 1 an à compter de la date d'expiration du préavis.

### TITRE IV

#### INTERDICTION DE CONCLURE DES ACCORDS COLLECTIFS D'ENTREPRISE MOINS FAVORABLES

Conformément aux dispositions des articles L. 132-13 modifié, L. 132-17-1 nouveau et L. 132-23 modifié au sens de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004, il ne peut être conclu d'accords collectifs d'entreprise ayant un caractère moins favorable, en tout ou partie, que la présente annexe.

### TITRE V

#### DISPOSITIONS DU PROTOCOLE

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'alinéa 1 de l'article 4 du chapitre III. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de cet alinéa ne sont pas applicables aux coordinateurs en position de responsables de crèches (directeur ou responsable technique au sens de l'article R. 2324-30 du code de la santé publique) des structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.1 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'article 3 du chapitre XI. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux coordinateurs en position de responsables de crèches (directeur ou responsable technique au sens de l'article R. 2324-30 du code de la santé publique) des structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.1 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'alinéa 1 de l'article 4 du chapitre XI. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de cet alinéa ne sont pas applicables aux coordinateurs en position de responsables de crèches (directeur ou responsable technique au sens de l'article R. 2324-30 du code de la santé publique) des structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.2.1 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'alinéa 3 de l'article 7 du chapitre III. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions des alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables aux coordinateurs en position de responsables de crèches (directeur ou responsable technique au sens de l'article R. 2324-30 du code de la santé publique) des structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.2.1 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'alinéa 7 de l'article 7 du chapitre III. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de cet alinéa ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.2.2 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin des alinéas 4 et 5 de l'article 4 du chapitre XI. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de ces deux derniers alinéas ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.2.2 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'alinéa 2 de l'article 8 du chapitre III. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de ces deux alinéas ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.3 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'alinéa 3 de l'article 5 du chapitre XI. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de ces trois alinéas ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.3 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'alinéa 2 de l'article 1.4 du chapitre IV. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de ces deux alinéas ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.4 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin du chapitre V. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de ce chapitre ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.5 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin du chapitre XII. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de ce chapitre ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.5 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'annexe I. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de cette annexe ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.5 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'annexe I *bis*. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de cette annexe ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.5 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'article 2 du chapitre VI. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.6 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'alinéa 5 de l'article 4 du chapitre VI. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de cet alinéa ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.7 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin du chapitre VIII. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de ce chapitre ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.8 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'annexe II. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de cette annexe ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.8 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin du chapitre IX. Il est ainsi rédigé :

« Les dispositions de ce chapitre ne sont pas applicables aux structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective. Les dispositions de l'article 2.9 de ladite annexe s'appliquent en conséquence. »

Un paragraphe nouveau est ajouté à la fin de l'article 1.2 du chapitre XIII. Il est ainsi rédigé :

« Pour les structures relevant de l'annexe VI de la présente convention collective, ce régime est applicable dans les conditions définies à l'article 2.10 de ladite annexe. »

## TITRE VI DÉPÔT ET EXTENSION

Les signataires demandent l'extension du présent protocole d'accord dans les conditions fixées par l'article L. 133-8 du code du travail.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 14 janvier 2005.

### **Organisation patronale :**

SNAEC SO.

### **Syndicats de salariés :**

Fédération nationale des services de santé et des services sociaux  
CFDT ;

Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de  
l'action culturelle (USPAOC) CGT ;

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération nationale de l'action sociale CGT-FO ;

Fédération française de l'action sociale et de la santé CFE-CGC.